

12 novembre 2021

(21-8577)

Page: 1/5

Conseil général
Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

**PROCÉDURES VISANT À ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE ET À AMÉLIORER
LE RESPECT DES PRESCRIPTIONS EN MATIÈRE DE NOTIFICATION
AU TITRE DES ACCORDS DE L'OMC**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR L'ARGENTINE; L'AUSTRALIE; LE CANADA; LE CHILI;
LE COSTA RICA; LES ÉTATS-UNIS; L'ISLANDE; ISRAËL; LE JAPON; LE MEXIQUE; LA
NORVÈGE; LA NOUVELLE-ZÉLANDE; LE PARAGUAY; LES PHILIPPINES; LA
RÉPUBLIQUE DE CORÉE; LE ROYAUME-UNI; SINGAPOUR; LA SUISSE;
LE TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU,
KINMEN ET MATSU; ET L'UNION EUROPÉENNE

Révision

La communication ci-après, datée du 11 novembre 2021, est distribuée à la demande des délégations de l'Argentine; de l'Australie; du Canada; du Chili; du Costa Rica; des États-Unis; de l'Islande; d'Israël; du Japon; du Mexique; de la Norvège; de la Nouvelle-Zélande; du Paraguay; des Philippines; de la République de Corée; du Royaume-Uni; de Singapour; de la Suisse; du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; et de l'Union européenne.

Projet de décision du Conseil général

**Procédures visant à accroître la transparence et à améliorer le respect des
prescriptions en matière de notification au titre des Accords de l'OMC**

Décision du X Date

Le Conseil général,

Reconnaissant que la transparence et les prescriptions en matière de notification constituent des éléments fondamentaux de nombreux Accords de l'OMC et du bon fonctionnement du système de l'OMC, et donc des obligations des Membres;

Reconnaissant le faible niveau chronique de respect des prescriptions existantes en matière de notification au titre de nombreux Accords de l'OMC;

Rappelant les difficultés que rencontrent certains Membres pour se conformer pleinement aux prescriptions en matière de notification en raison de leurs capacités limitées, et la nécessité de prendre dûment en considération ces difficultés et de fournir une assistance technique appropriée à ces Membres pour y remédier; et

Désireux de renforcer et d'accroître la transparence et d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité des prescriptions en matière de notification; et

Décide ce qui suit:

Portée de la Décision

1. Aux fins de la présente décision, le terme "notification" s'entendra des obligations de notification concernant chacun des Accords et des Mémoires d'accord de l'OMC ci-après:

Accord sur l'agriculture;
Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping);
Accord sur les subventions et les mesures compensatoires;
Accord sur les sauvegardes;
Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 (commerce d'État);
Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (évaluation en douane);
Accord sur les procédures de licences d'importation;
Accord sur les règles d'origine;
Accord sur l'inspection avant expédition;
Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (G/L/59/Rev.1);
Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce;
Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires;
Accord sur les obstacles techniques au commerce; et
Accord sur la facilitation des échanges, Section I.

Réaffirmation des engagements existants

2. Les Membres réaffirment les obligations de notification existantes et renouvellent l'engagement de présenter les notifications en temps voulu.

Mobilisation des organes de l'OMC pour faciliter le respect des obligations

3. Le Conseil général donne pour instruction au Groupe de travail des obligations et des procédures de notification (le Groupe de travail):

- a) de se réunir initialement dans un délai de six mois à compter de la présente décision pour élaborer des recommandations destinées à améliorer le respect par les Membres de leurs obligations de notification;
- b) de consulter les comités et autres groupes de travail et organes pertinents pour identifier les améliorations systémiques et spécifiques, selon qu'il sera approprié, telles que l'introduction de modes de présentation des notifications simplifiés, la mise à jour des prescriptions en matière de rapports, l'organisation de formations et d'ateliers supplémentaires au niveau des comités et l'utilisation de nouveaux outils numériques, qui pourraient être apportées pour aider les Membres à mieux respecter leurs obligations de notification;
- c) de consulter le Secrétariat de l'OMC selon qu'il sera approprié, y compris l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) de l'OMC, afin d'évaluer la contribution de l'assistance technique liée au commerce de l'OMC à l'amélioration du respect des obligations de notification et de la présentation des notifications au Répertoire central des notifications;
- d) de collaborer avec le Secrétariat afin de mettre à jour le Manuel de coopération technique concernant les prescriptions en matière de notification pour chacun des Accords et des Mémoires d'accord énumérés au paragraphe 1 et d'en présenter la nouvelle version au Conseil du commerce des marchandises;
- e) d'examiner le document G/L/223 et de recommander les révisions à apporter au rapport en ce qui concerne l'analyse factuelle du respect par les Membres de leurs obligations de notification;
- f) de consulter le Secrétariat sur les moyens de rationaliser et d'améliorer les procédures internes de tenue des registres de l'OMC en ce qui concerne le respect des notifications;

- g) de travailler avec les comités compétents et le Secrétariat pour créer sur le site Web de l'OMC une page spéciale contenant des ressources, des orientations, des vidéos de formation et d'autres matériels pertinents pour aider les Membres à compléter les notifications;
- h) de collaborer avec le Secrétariat pour établir des courriels de rappel automatiques à l'intention des Membres, via le système d'enregistrement électronique avant la date limite de présentation d'une notification; et
- i) de rendre compte de ses constatations et recommandations au Conseil du commerce des marchandises dans un délai de deux ans suivant l'adoption de la présente décision et de fournir des renseignements actualisés à ce sujet à chacune des réunions ultérieures.

4. Le Conseil général donne pour instruction à l'Organe d'examen des politiques commerciales de faire en sorte que dans un délai d'un an à compter de la présente décision, tous les examens des politiques commerciales contiennent un point spécifique normalisé sur le respect par les Membres de leurs obligations de notification. Le Secrétariat inclura dans les rapports par pays des renseignements spécifiques sur le respect des notifications par le Membre. Pour établir les notifications, les Membres sont encouragés à utiliser, selon qu'il sera approprié, les renseignements sur les politiques et pratiques commerciales des Membres disponibles dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

5. Les Membres sont encouragés à porter à l'attention des comités pertinents les notifications qui n'ont pas été présentées par un autre Membre.

Explication des retards

6. Un Membre qui ne présentera pas une notification dans le délai de notification applicable devrait fournir au comité pertinent, dans les six mois suivant le délai de notification pertinent et tous les six mois par la suite; une explication du retard; le délai prévu pour la présentation de sa notification; et tous les éléments d'une notification partielle qu'il pourra communiquer pour limiter tout retard aux fins de la transparence.

Assistance technique et renforcement des capacités

7. Tout Membre pourra demander que le Secrétariat lui apporte une assistance pour compiler et compléter une notification. Le Secrétariat a pour instruction de fournir cette assistance en pleine consultation avec le Membre concerné.

8. Un Membre qui rencontre des difficultés pour remplir ses obligations de notification ne sera pas soumis aux mesures visées au paragraphe 10 a) pendant deux ans suivant l'expiration du délai de notification, à condition qu'il ait:

- a) demandé au Secrétariat une assistance et un soutien pour un renforcement des capacités liées aux notifications, sous la forme d'une assistance technique liée au commerce de l'OMC, d'une assistance *ad hoc* pour une notification particulière ou d'un renforcement des capacités; et
- b) présenté par écrit des renseignements au Secrétariat, au Groupe de travail et au comité pertinent sur l'assistance et le renforcement des capacités nécessaires pour présenter la notification pertinente.

9. Un pays moins avancé Membre qui rencontre des difficultés pour s'acquitter de ses obligations de notification ne sera soumis à aucune des mesures visées au paragraphe 10 à condition qu'il ait:

- a) demandé au Secrétariat une assistance et un soutien pour un renforcement des capacités liées aux notifications, sous la forme d'une assistance technique liée au commerce de l'OMC, d'une assistance *ad hoc* pour une notification particulière ou d'un renforcement des capacités;; et

- b) communiqué par écrit au Secrétariat, au Groupe de travail et au comité pertinent des renseignements sur l'assistance et le renforcement des capacités nécessaires pour présenter la notification pertinente.

Mesures administratives

10. À compter du 1^{er} janvier [2025] [2026]¹, un Membre qui n'aura pas présenté une notification dans le délai de notification applicable² sera soumis aux mesures suivantes:

- a) Les mesures de la phase 1 seront applicables à un Membre un an après l'expiration du délai de notification.

Lorsqu'un Membre sera visé par les mesures de la phase 1:

- i) il sera déclaré "Membre de l'OMC accusant un retard dans la présentation des notifications" et sera désigné comme tel au titre d'un point permanent de l'ordre du jour du Conseil général;
 - ii) il sera invité à s'exprimer dans les réunions formelles de l'OMC après tous les autres Membres de l'OMC, mais avant les observateurs, sauf dans le cas des négociations; et
 - iii) le Secrétariat fera rapport chaque année au Conseil du commerce des marchandises sur le niveau général de respect par le Membre des obligations de notification dans le cadre des renseignements à fournir au titre du document G/L/223. Les renseignements ainsi recueillis seront utilisés par le Secrétariat pour fournir une formation plus ciblée en matière de notifications.
- b) Les mesures de la phase 2 seront applicables à un Membre qui aura été soumis aux mesures de la phase 1 pendant un an et n'aura néanmoins pas présenté la ou les notifications pertinentes. À la demande d'un Membre soumis aux mesures de la phase 1 qui continue de rencontrer des difficultés pour s'acquitter de ses obligations de notification, le Comité auquel la notification doit être soumise pourra décider si le Membre ayant un retard de notification sera exempté [pour une durée X] de l'application des mesures de la phase 2.

Outre que les mesures de la phase 1 resteront applicables, lorsqu'un Membre sera soumis aux mesures de la phase 2:

- i) le Secrétariat fera rapport chaque année aux réunions du Conseil général sur les résultats du Membre en matière de notification;
- ii) le Membre pourra poser des questions pendant les examens des politiques commerciales, mais les autres Membres ne seront pas tenus d'y répondre; et
- iii) les représentants du Membre ne pourront pas être nommés à la présidence d'un organe de l'OMC.

11. Les mesures des phases 1 et 2 seront immédiatement annulées lorsque le Membre aura présenté la ou les notifications pertinentes.

¹ En ce qui concerne les notifications en suspens au 1^{er} janvier [2025] [2026], les Membres qui n'ont pas soumis la ou les notifications pertinentes feront l'objet de mesures administratives au plus tôt le 1^{er} janvier [2026] [2027].

² Aux fins de la présente décision, le Comité SPS et le Comité OTC, respectivement, élaboreront des lignes directrices sur les conditions dans lesquelles un Membre sera réputé n'avoir pas présenté une notification requise en ce qui concerne les notifications ponctuelles au titre de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, selon lesquelles des mesures administratives s'appliqueront conformément au paragraphe 10 de la présente décision. Cette décision ne s'appliquera pas aux notifications ponctuelles relevant de l'Accord OTC ou de l'Accord SPS jusqu'à l'adoption des lignes directrices pertinentes.

12. Lorsque des mesures seront appliquées aux phases 1 et 2, le Directeur général en informera le ministre représentant le Membre concerné.
